

Les documents de **L'ECONOMISTE**



Rétro 2021

La Relance

Scénarios 2022





Le gouvernement cherche ses marques

■ **Sur la table, l'opérationnalisation du Fonds Mohammed VI pour l'investissement**

■ **L'Etat social, principal objectif avec la généralisation de la protection sociale**

INVESTI le 13 octobre dernier, le gouvernement Akhannouch terminera ses cent jours dans moins de trois semaines. Avec le bouclage de ce délai de grâce, les actions de cet exécutif seront perçues sous un angle beaucoup plus critique. En attendant, cette équipe a quand même réussi à adopter le projet de loi de finances (PLF) pour 2022 dans un délai record. Il faut souligner que le PLF était prêt avant même l'avènement du nouveau gouvernement qui a profité de l'opportunité de son examen au Parlement pour introduire certaines de ses mesures sous forme d'amendements.

En tout cas, cet exécutif est marqué par une fluidité à tous les étages.

Après la nomination de Aziz Akhannouch en tant que chef de gouvernement, les choses sont allées vite. Il lui a fallu moins de 10 jours pour constituer sa coalition, composée de trois partis politiques (RNI, PAM, Istiqlal) qui disposent d'une majorité absolue au niveau de la Chambre des représentants. Après cette étape, le processus s'est accéléré pour aboutir à la formation du gouvernement constitué pour l'essentiel de nouveaux visages. Comparé à d'autres, Aziz Akhannouch aura été l'un des rares chefs de gouvernement désigné à avoir réussi l'exploit de constituer un exécutif, dans un délai aussi réduit.

• **Les trois priorités du programme:** Ayant obtenu la confiance du Parlement, il puise sa substance dans les orientations royales, le contenu du nouveau modèle de développement et certaines promesses électorales des partis de la coalition gouvernementale. Pour rappel, ce programme a été décliné en trois grandes priorités. D'abord, l'Etat social avec comme principal objectif la généralisation de la protection sociale et la création d'un véritable système d'aide sociale ciblant les familles les plus vulnérables. Afin d'être plus efficace, il est impératif d'accélérer la mise en œuvre du Registre social uni-



Le gouvernement Akhannouch devra achever ses cent jours dans moins de trois semaines. Passé ce délai de grâce, les actions de l'exécutif seront perçues sous un angle beaucoup plus critique (Ph. Bziouat)

fié (RSU). Cela passe par l'activation du système de ciblage prévu par la loi dont l'un des deux décrets d'application a été adopté en juillet dernier. Il prévoit la création de l'Agence nationale des registres. D'autres investissements importants seront consentis dans les secteurs stratégiques de l'éducation et de la santé. Sur ce dernier registre, un projet de loi-cadre pour la

réforme du système de santé est dans le pipe. Le but est d'accompagner la mise en œuvre de la généralisation de la protection sociale.

• **Une agence pour la gestion stratégique des participations de l'Etat:**

Quant à la deuxième priorité, elle vise à établir une bonne gouvernance

dans l'administration publique. En tête des actions de ce gouvernement, la mise en œuvre de l'Agence nationale chargée de la gestion stratégique des participations de l'Etat et du suivi de la performance des établissements et des entreprises publics. Par ailleurs, ce gouvernement s'est engagé à restaurer la confiance entre les citoyens et l'administration, poursuivre la régionalisation avancée, réduire les inégalités territoriales et accélérer le rythme de la transformation numérique.

• **Une économie au service de l'emploi:** La dernière priorité vise à stimuler l'économie au profit de l'emploi, avec des engagements chiffrés dans le programme gouvernemental. L'urgence est d'accompagner et de financer les entreprises menacées de faillite, particulièrement celles qui ont été fragilisées par la crise sanitaire. Par ailleurs, beaucoup d'espoirs sont placés dans le Fonds Mohammed VI pour l'investissement, perçu comme un levier pour la mise en œuvre du plan de relance de l'économie nationale. Il est doté de 45 milliards de DH dont 15 milliards seront mobilisés par le budget de l'Etat. Les 30 restants devront provenir à travers des partenariats avec le secteur privé et les instances financières nationales et internationales. Ce fonds, dont la loi a été adoptée au début de cette année, devra être opérationnalisé. Cela se traduira par la nomination d'un patron, la mise en place de ses structures et la tenue de son premier conseil d'administration. C'est à partir de ce moment-là qu'il pourra contribuer au financement des politiques sectorielles ambitieuses et des piliers de la transformation économique.

En matière d'industrie, le gouvernement compte mettre en place un plan visant à développer une industrie génératrice d'emplois, décarbonée et capable de renforcer sa compétitivité à l'international. A cela s'ajoutent l'accélération de la transformation numérique et la relance du secteur du tourisme. Ces politiques seront au service d'une économie nationale solide intégrée dans la chaîne de valeur mondiale. Elles devront constituer un levier d'appui à la production locale à même de développer le label «Made in Morocco» de haute qualité. □

Mohamed CHAOUI

La charte de l'investissement dans le pipe



LA clarification du cadre législatif et l'amélioration de la qualité de l'environnement des affaires, nécessite l'accélération de l'adoption de la Charte d'investissement. Après des dizaines de moutures, le gouvernement devra prochainement approuver un projet de loi-cadre relatif à l'investissement. Ce chantier est incontournable si le gouvernement veut assurer l'efficacité du plan de transformation économique. Celle-ci consiste à développer une économie diversifiée et innovante, à investir dans les compétences pour satisfaire les besoins des entreprises et à accélérer la transition numérique. □

Nouveau modèle de développement

S'appropriier d'abord l'état d'esprit

■ Il s'agit de l'un des principaux enjeux

■ Le Pacte national du développement, mécanisme stratégique de pilotage

■ La phase d'amorçage sera décisive pour la viabilité de la nouvelle vision

TRANSFORMER le Maroc à l'horizon 2035. Telle est l'ambition du Nouveau modèle de développement (NMD). La présentation de cette nouvelle feuille de route a constitué l'un des principaux faits marquants de cette année. Élaborée selon une approche participative, suite à une large consultation menée par les membres de la CSMD, cette vision a fixé les choix stratégiques pour les prochaines années. Ceux-ci doivent être mis en œuvre d'urgence pour favoriser la reconstruction de l'économie post-Covid, selon les membres de la Commission spéciale. Néanmoins, ces derniers ont tenu à préciser que «ce rapport n'a pas vocation d'être un programme politique, ni une feuille de route des politiques publiques». Une chose est sûre: «l'implémentation du Nouveau modèle de développement nécessite un véritable changement des mentalités», est-il indiqué.

Concrètement, cette nouvelle vision plaide pour une complémentarité entre un État fort et une société mobilisée et responsable, favorisant le renforcement des capacités des individus et des groupes. Le NMD devra être basé sur une économie forte, un meilleur capital humain, une plus grande inclusion sociale, une meilleure dynamique des territoires... Aujourd'hui, l'un des principaux enjeux concerne l'appropriation de cette nouvelle vision et son implémentation via des politiques publiques cohérentes. Le gouvernement Akhannouch a insisté sur l'intégration d'une série de recommandations au niveau du programme gouvernemental et dans le projet de loi de finances 2022.

■ Booster l'économie

Dans les détails, la relance de la dynamique économique passe, selon la



Pour les membres de la Commission spéciale, le rapport sur le Nouveau modèle de développement «n'a pas vocation d'être un programme politique, ni une feuille de route des politiques publiques». Mais l'appropriation de ses recommandations par les différents intervenants reste décisive pour l'efficacité de sa mise en œuvre (Ph. CSMD)

Commission Benmoussa, par la mise en place des conditions pour disposer d'activités productives, diversifiées, créatrices de valeur ajoutée et d'emplois de qualité. Le NMD propose une série de choix stratégiques visant à sécuriser l'initiative entrepreneuriale, orienter les opérateurs vers les activités productives, susciter un choc de compétitivité et établir un cadre macroéco-

nomique au service de la croissance. La CSMD a insisté sur l'importance de lever, de manière systémique, tous les obstacles administratifs et réglementaires, afin de favoriser l'initiative entrepreneuriale. Parallèlement, les entreprises et établissements publics sont appelés à jouer un rôle de moteur de développement économique et d'amélioration de la compétitivité

structurelle. L'idée est d'en faire une locomotive pour le secteur privé à travers la structuration d'écosystèmes compétitifs dans les secteurs stratégiques, et des acteurs engagés dans le développement territorial. Dans un contexte marqué par les répercussions de la pandémie, les entreprises et établissements publics sont aussi appelés à «jouer un rôle clé dans la crise Covid et dans l'atteinte d'un nouveau palier de croissance».

Quid du financement?



LES chantiers prévus par le Nouveau modèle de développement nécessiteront la mobilisation de nouvelles ressources financières. Les estimations tablent sur un besoin de financement public additionnel de près de 4% du PIB annuellement lors de la phase d'amorçage, puis de 10% du PIB à l'horizon 2030. La

phase d'amorçage suscitera une dynamique vertueuse permettant au NMD de s'autofinancer partiellement, en contribuant à l'augmentation des ressources, est-il indiqué. Du fait de leur portée transformationnelle, les chantiers du NMD favoriseraient la transition vers de nouveaux paliers de croissance annuelle entre 6 et 7%. □

■ Pilotage

Au-delà de la mobilisation des ressources financières, la réussite de la mise en œuvre du NMD nécessite un leadership fort, favorisant un pilotage cohérent et intégré de l'implémentation des projets. Sur ce point, la CSMD a proposé le déploiement de 2 mécanismes. Le 1er est le pacte national de développement. Il constitue un engagement de tous les intervenants concernant le nouveau modèle et le référentiel commun. Les patrons des partis ont tenu des réunions pour la mise en place de ce pacte. Le 2e mécanisme est placé sous la supervision du Roi. Il permettra d'assurer la cohérence globale, avec un appui aux réformes prévues. L'idée est de dépasser le travail en silos, ayant montré ses limites, et favoriser le déploiement des synergies. □

M.A.M.



Une année diplomatique



Dans le dernier discours de la Marche verte, SM le Roi a fixé le cap en matière de relations diplomatiques, notamment avec les partenaires traditionnels. «A ceux qui affichent des positions floues ou ambivalentes, Nous déclarons que le Maroc n'engagera avec eux aucune démarche d'ordre économique ou commercial, qui exclurait le Sahara marocain», a précisé le Souverain (Ph. MAP)

■ Face à la main tendue du Maroc, l'Algérie opte pour l'escalade

■ Rabat rejette les positions ambivalentes de certains partenaires traditionnels

■ La relance du processus politique, principal enjeu du nouvel envoyé onusien

2021 a été marquée par une série de rebondissements dans

les relations diplomatiques du Maroc, notamment avec certains partenaires traditionnels. Certains d'entre eux semblent avoir un double jeu qui n'arrange plus les intérêts du Royaume. Exit les ambiguïtés dans les positions. Rabat veut jouer carte sur table. C'est l'un des principaux messages du discours royal à l'occasion de la célébration de la Marche verte. «A ceux qui affichent des positions floues ou ambivalentes, Nous déclarons que le Maroc n'engagera avec eux aucune démarche d'ordre économique ou commercial, qui exclurait le Sahara marocain», avait précisé le Souverain. France, Espagne,

Allemagne, ou encore l'Algérie, les positions diplomatiques au cours de cette année. Maroc a été intransigent dans ses

● Sahara: Les défis de De Mistura

En matière de gestion par l'ONU du dossier du différend artificiel autour du Sahara, cette année a été marquée par le renouvellement du mandat de la Minurso. La résolution du Conseil de sécurité a également mis l'accent sur la prééminence de l'initiative marocaine d'autonomie pour résoudre ce conflit artificiel. Les derniers mois ont également connu la nomination d'un nouvel envoyé personnel pour le Sahara marocain, après plusieurs mois de vacances. Désormais, c'est l'Italo-Suédois, Staffan de Mistura qui a été chargé de la relance des discussions autour de ce dossier, après l'échec de son prédécesseur Horst Köhler. De Mistura a pour mission de faciliter le processus exclusivement onusien visant à parvenir à une solution politique, réaliste, pragmatique et durable au différend régional sur le Sahara marocain. Le SG de l'ONU, Antonio Guterres a clairement précisé que le nouvel envoyé personnel devra travailler avec le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario sur la base de la résolution 2548 et des autres résolutions du Conseil de sécurité, en tenant pleinement compte des progrès réalisés à ce jour, afin de parvenir à une solution politique de la question du Sahara marocain.

Lors de la prochaine année, l'un des principaux défis de De Mistura concerne la relance du processus politique. D'autant qu'après les multiples échecs qu'elle a essuyés durant les derniers mois, l'Algérie a ouvertement

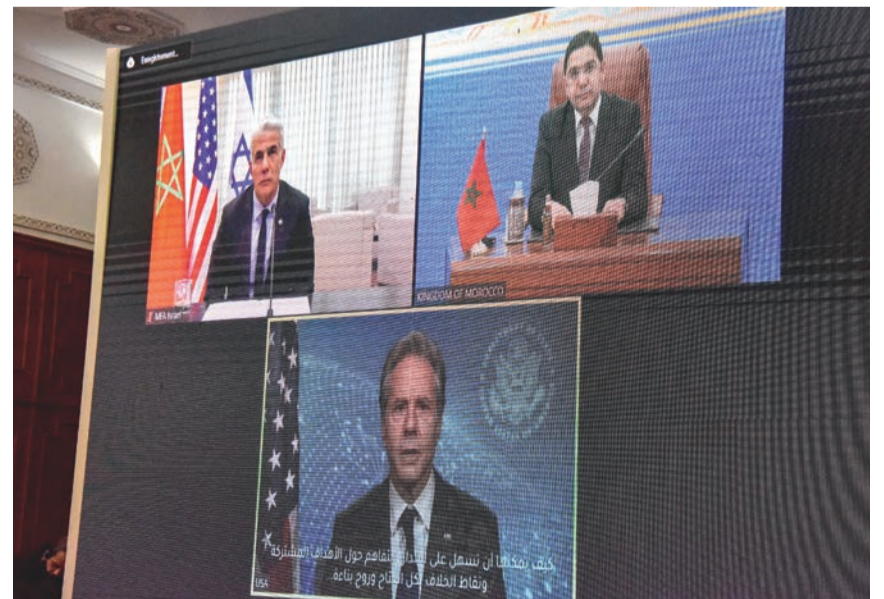


menacé de ne pas prendre part aux tables rondes sous la supervision de l'ONU. Or, c'est l'un des principaux mécanismes du processus politique pour aboutir à une solution pour ce conflit qui n'a que trop duré. Les dernières positions hostiles d'Alger semblent être motivées par les avancées réalisées par le Maroc dans ce dossier, face à l'immobilisme de l'autre partie. Aux menaces de retour à la guerre brandies par les séparatistes du Polisario, les résolutions du Conseil de sécurité ont réaffirmé que la solution politique, réaliste, pragmatique et de compromis est la seule issue à la question du Sahara. Ces résolutions ont également mis en avant la prééminence de l'initiative marocaine d'autonomie. Elles ont également insisté sur le rôle de l'Algérie en tant que partie principale à ce différend régional, l'appelant à faire preuve de réalisme et de compromis.

Maroc-Israël: Ça se concrétise!

UN an après la signature de l'Accord tripartite entre le Maroc, Israël et les États-Unis, les opportunités d'affaires commencent à prendre forme. «Nous avons une relation économique florissante et nous prévoyons qu'elle se développe de manière importante dans les mois à venir», a déclaré Yaïr Lapid, chef de la diplomatie israélienne, dans une interview exclusive publiée récemment sur nos colonnes (cf. L'Economiste du 24 décembre 2021). Des discussions de haut niveau sont programmées dans les prochains mois pour se pencher sur le renforcement de la coopération économique et des échanges commerciaux. Plusieurs secteurs ont été identifiés, dont l'agriculture, l'énergie, l'eau, l'industrie automobile, aérospatiale, l'aviation civile, le tourisme... La coopération militaire n'est pas en reste. Un accord de coopération sécuritaire a été notamment signé lors de la récente visite au Maroc du ministre israélien de la Défense. Cet accord porte notamment sur la coopération en matière de renseignement, d'achat de matériel de sécurité, de formation... □

Nasser Bourita en visioconférence avec ses homologues israéliens, Yaïr Lapid (en haut à gauche) et américain, Antony Blinken (en bas), lors de la réunion virtuelle du 22 décembre 2021 marquant le premier anniversaire de la reprise des relations diplomatiques israélo-marocaines (Ph. AFP)



mouvementée

● Rabat-Alger: Le torchon brûle

Au moment où le Maroc a multiplié les initiatives pour apaiser les relations avec son voisin de l'Est, l'Algérie a opté plutôt pour l'escalade de la tension. Face à la main tendue par le Souverain aux responsables algériens, ces derniers ont privilégié la poursuite des actes de provocations. Résultat: une annonce unilatérale de la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc, accusé par les responsables algériens d'actions hostiles. Ces accusations ont été jugées farfelues et sans fondement. Par exemple, Alger a accusé Rabat lors des violents incendies qui ont touché le nord du pays. Quelques mois après, l'Algérie a également annoncé la fermeture immédiate de son espace aérien à tous les avions civils et militaires marocains, ainsi qu'aux appareils immatriculés au Maroc. S'y ajoute la mise à l'arrêt du gazoduc Maghreb-Europe, qui transitait par le Maroc. Face à cette spirale de tension, le Maroc s'est montré plutôt serein. «Le Royaume du Maroc a pris note de la décision unilatérale des autorités algériennes de rompre les relations diplomatiques avec le Maroc», avait souligné le ministère des Affaires étrangères. Rabat avait

regretté «cette décision complètement injustifiée, mais attendue, au regard de la logique d'escalade

constatée ces dernières semaines, ainsi que son impact sur le peuple algérien frère». Rabat avait «rejeté

catégoriquement les prétextes fallacieux, voire absurdes, qui la sous-tendent».

● Espagne: Des relations en dents de scie



Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a remercié le Roi Mohammed VI pour son appel à rétablir les relations avec l'Espagne. «Nous avons toujours considéré le Maroc comme un allié stratégique», a-t-il déclaré (Ph. AFP)

L'intransigeance du Maroc concernant sa cause sacrée a également concerné ses relations avec l'Espagne. Rabat a ouvertement protesté contre l'accueil en catimini du chef du Polisario, Brahim Ghali. Tentant la fuite vers l'avant, Madrid voulait impliquer l'Union européenne dans cette

crise. En Face, le ministère des Affaires étrangères a été on ne peut plus clair: «le Maroc n'a pas de problème avec l'Union européenne. Il a un problème avec l'Espagne, sur une question qui touche à ses intérêts suprêmes, et c'est à ce pays de trouver la solution», avait déclaré Nasser Bourita. Madrid avait «introduit cette personne sur son territoire, avec des documents falsifiés et une identité usurpée sans même informer le Maroc». Cette affaire est actuellement devant la justice espagnole, qui a interpellé l'ancienne ministre des Affaires étrangères du voisin du Nord. Quelques mois après cette crise, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a remercié le Roi Mohammed VI pour son appel à rétablir les relations avec l'Espagne. «Nous avons toujours considéré le Maroc comme un allié stratégique», a-t-il déclaré, assurant que son

gouvernement reste convaincu que «sur la base de la confiance, le respect et la collaboration, nous pouvons construire une relation sur des bases plus solides que jusqu'à présent». Pour lui, «des opportunités naissent de chaque crise». □

M.A.M.

Allemagne: Exit les ambiguïtés des positions

PARTENAIRE traditionnel du Maroc, très présent dans le domaine de la coopération dans différents secteurs, l'Allemagne s'est attiré les foudres de la diplomatie marocaine, à cause de l'ambiguïté de ses positions sur l'affaire du Sahara. Les agissements de Berlin, notamment au sein des Nations unies et du Conseil de sécurité, en rapport avec ce conflit régional, ont suscité l'ire de Rabat. La diplomatie marocaine a été on ne peut plus clair: «la République fédérale d'Allemagne a multiplié les actes hostiles et les actions attentatoires à l'égard des intérêts supérieurs du Royaume». Son «activisme antagonique, à la suite de la proclamation présidentielle américaine reconnaissant la souveraineté du Maroc sur son Sahara, est un acte grave qui demeure jusqu'à présent inexplicable». Quelques mois après, la tension est de nouveau montée, suite à la divulgation d'un prétendu rapport



Le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita et le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas (Ph. AFP)

des renseignements allemands, mettant en garde contre l'émergence d'une «nouvelle Turquie en Méditerranée». Il y a quelques semaines, l'ambassade d'Allemagne à Rabat

a appelé à renouer les bonnes relations diplomatiques avec le Maroc. «Ces derniers jours, de fausses informations ont été publiées de différentes manières. Cette fois-ci, la

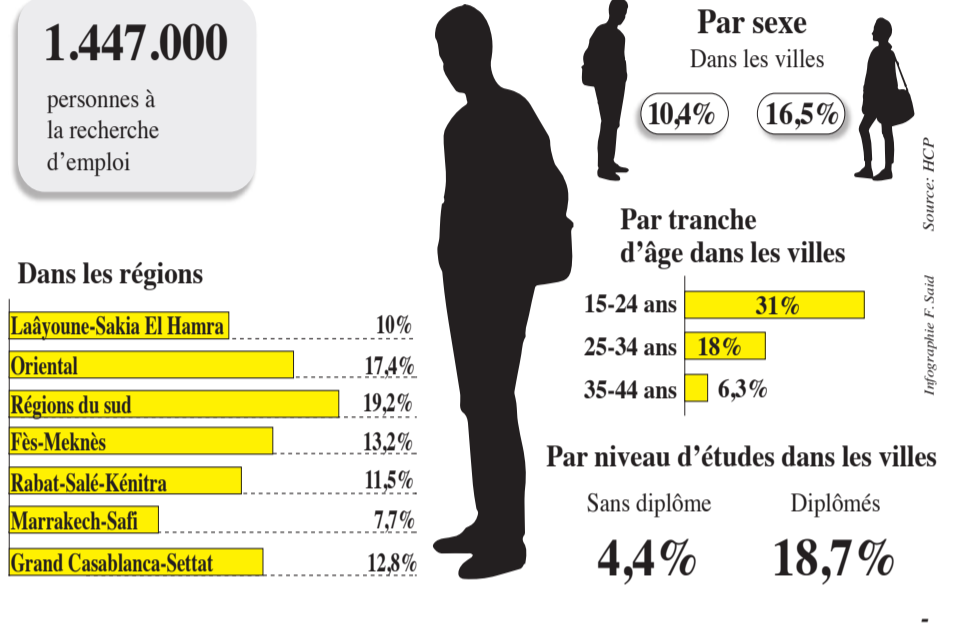
cause était de nouvelles présumées concernant le rapport de renseignement d'une chercheuse suisse. Celle-ci n'a absolument rien à voir avec le service fédéral de renseignement», a précisé l'ambassade. Pour Berlin, le Maroc est «un partenaire central». Il est «dans l'intérêt des deux pays de retourner aux bonnes relations diplomatiques traditionnellement élargies», est-il indiqué. L'Allemagne s'est dite aussi «prête à un partenariat qui attend l'avenir sur un pied d'égalité». Côté marocain, le ministère des Affaires étrangères a dit «apprécier les annonces positives et les positions constructives faites récemment par le nouveau gouvernement fédéral d'Allemagne». Pour la diplomatie marocaine, «ces annonces permettent d'envisager une relance de la coopération bilatérale et le retour à la normale du travail des représentations diplomatiques des deux pays à Rabat et Berlin». □

Croissance, emploi, dette

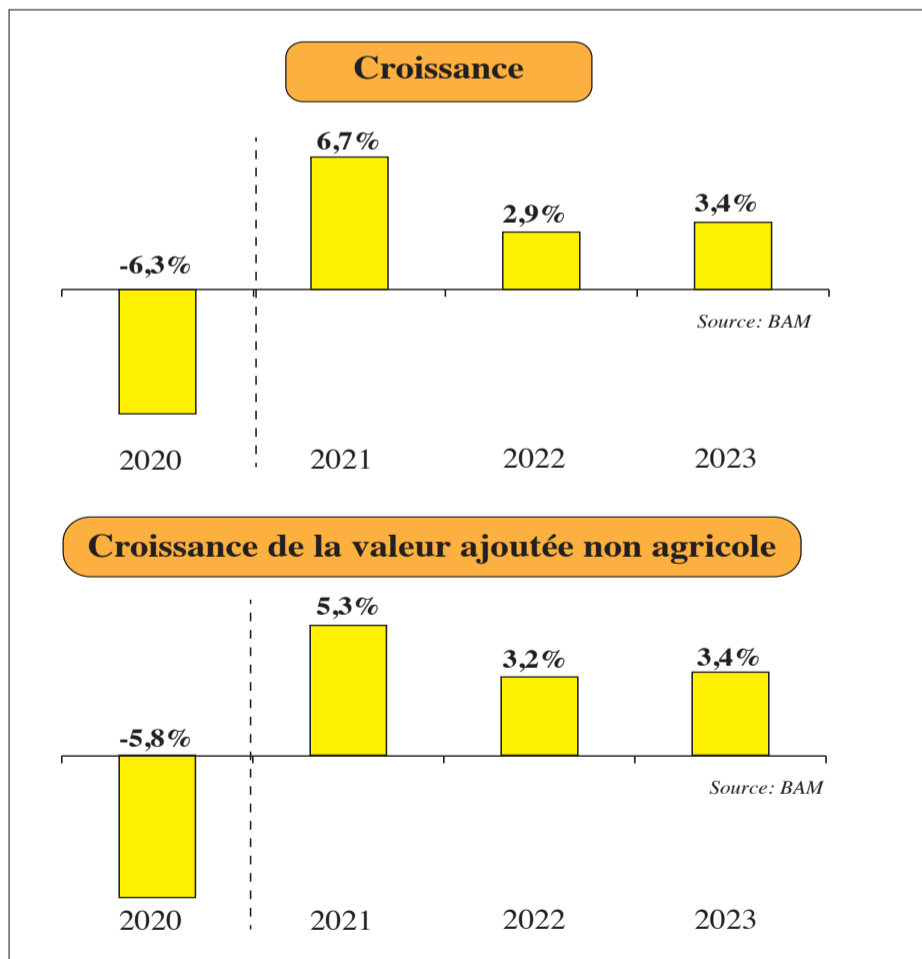
■ Emploi, le dossier test

L'EMPLOI est un des dossiers sur lequel la nouvelle équipe aux commandes est très attendus. Surtout que 1,44 million de personnes sont à la recherche d'un travail sans compter ceux qui sont en sous-emploi ou encore la catégorie des découragés qui s'est retirée du marché du travail faute de perspectives et de visibilité. Le recul du taux de chômage au troisième trimestre masque des disparités selon la qualification. Chez les non-diplômés et les diplômés de niveau moyen, il a baissé respectivement de 2,5 points à 4,4% et de 1,4 point à 14,7%. Par contre, le taux de chômage chez les diplômés du supérieur est passé de 23,5% à 25,7%. Il reste également important auprès des femmes et des jeunes. La nouvelle équipe prévoit de déployer tout un programme pour dynamiser la création de postes de travail. Dans un délai de deux ans, 250.000 emplois vont être créés. Ils cibleront en particulier les personnes qui n'ont pas de qualifications, une catégorie impactée par la crise sanitaire. Le programme «Forsa» est également très attendu. Il vise les jeunes désireux de monter leurs projets et qui devraient bénéficier de l'accompagnement nécessaire et d'un financement. De son côté Intelaka devrait être retouché pour assurer un meilleur accompagnement évitant ainsi le rejet des dossiers par les banques. □

Chômage: Qui est touché?



■ Incertitudes sur la croissance



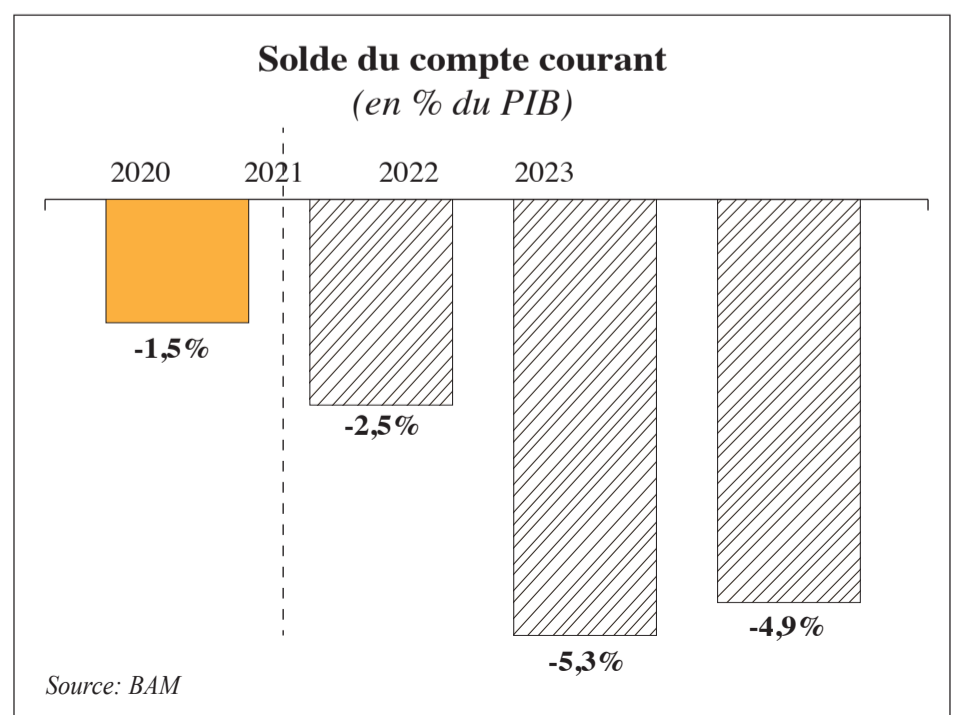
LES incertitudes liées à la situation sanitaire entourent toujours l'évolution de l'économie qui terminerait l'année sur un rebond de 6,7%. La valeur ajoutée agricole augmenterait de 18,8% et celle des activités non agricoles de 5,3%. Dans le scénario central des prévisions de Bank Al-Maghrib, la croissance devrait se consolider à 2,9% en 2022 et à 3,4% en 2023. La valeur ajoutée des activités non agricoles poursuivrait son amélioration : 3,2% en 2022 et de 3,4% en 2023. Celle du secteur agricole reculerait de 2,8% en 2022 avant de progresser de 2% en 2023, sous l'hypothèse de récoltes céréalières moyennes de 75 millions de quintaux annuellement. □

■ Compte courant: Le déficit se creuse à 5,3%

LE déficit du compte courant se creuserait de 5,3% en 2022 contre 2,5% en 2021. Il passerait à 4,9% en 2023. La banque centrale s'attend à la poursuite de la dynamique des exportations l'année prochaine sous l'effet de la hausse des ventes de la construction automobile avant de s'estomper en 2023, avec le repli des cours des engrais phosphatés. Les importations ralentiraient progressivement avec le recul des cours des produits énergétiques.

Cette année, les exportations finiraient en hausse de 21,7%, tirées par l'augmentation des ventes des phosphates et les capacités de production de la construction automobile. Et ce, malgré les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs que connaît l'industrie au niveau mondial. Les importations s'accroîtraient de 22,9% en particulier en raison des hausses de la facture énergétique, des produits bruts et des achats de biens finis de consommation. Pour ce qui est des recettes voyages, tout dépendra de la situation sanitaire. La banque centrale prévoit 43,4 milliards de DH en 2022 et 70,9 milliards en 2023. □

K.M.



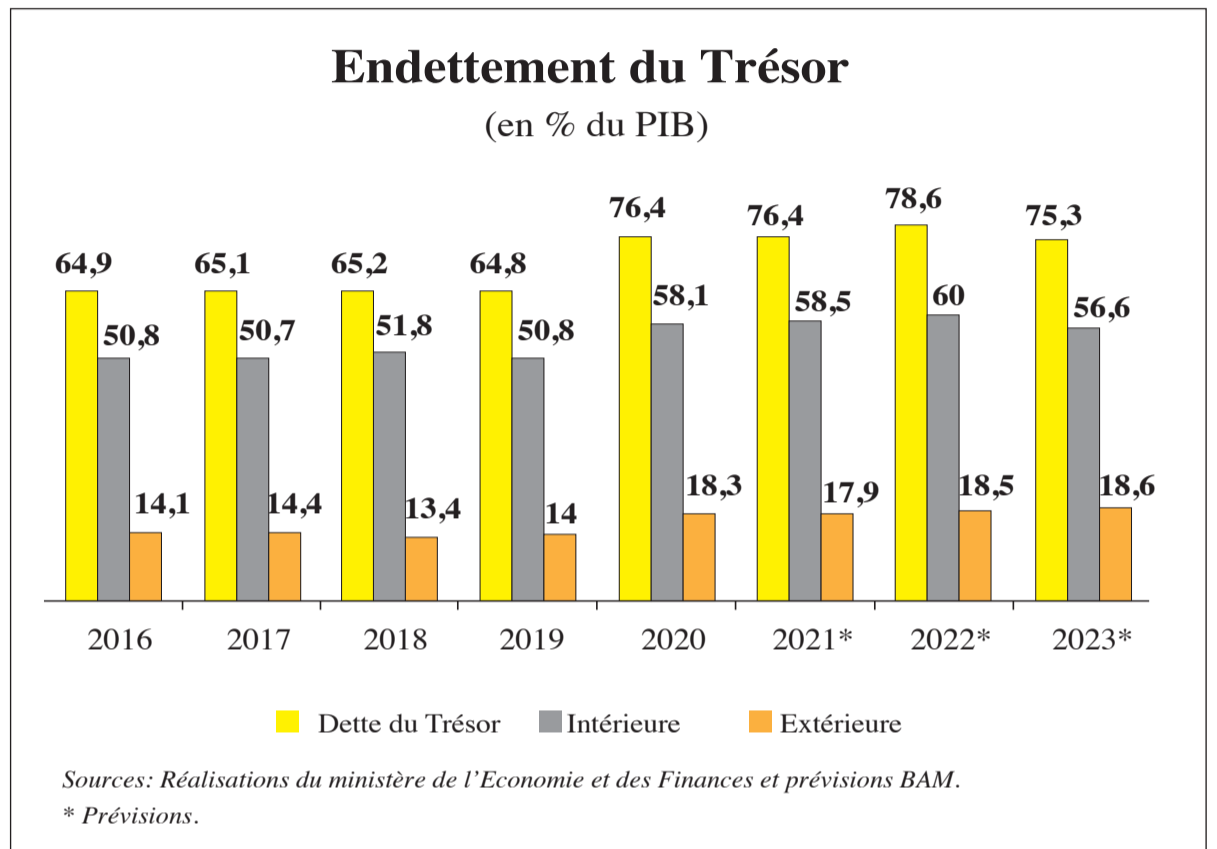


et risque Omicron

■ La pandémie a fait enfler le taux d'endettement

LES mesures déployées pour neutraliser les effets négatifs de la pandémie ont fait enfler, un peu partout, le taux d'endettement sous l'effet de la hausse du stock et de la contraction du PIB. Au Maroc, elles ont provoqué un choc de 11,6 points de PIB. Le taux d'endettement du Trésor a atteint 76,4% du PIB en 2020. Il se stabiliserait à ce niveau en 2021 et atteindrait 77,8% du PIB en 2022 avec un encours proche de 1.000 milliards de DH. Pour le FMI et la Banque mondiale, «la dette reste soutenable mais, sa sensibilité aux chocs à court terme a augmenté».

A court terme, la priorité est accordée à la reprise de l'économie quitte à ce que le taux d'endettement reste pour un moment au dessus du seuil de soutenabilité estimé à 70% pour les pays émergents. Une fois que l'économie sera remise de la crise du coronavirus, il faudra aller chercher une croissance bien plus robuste que celle enregistrée au cours des dix années avant la pandémie (3,5% en moyenne annuelle). La plupart des pays qui sont parvenus à réduire sensiblement leur dette l'ont réalisé grâce à une croissance vigoureuse. □



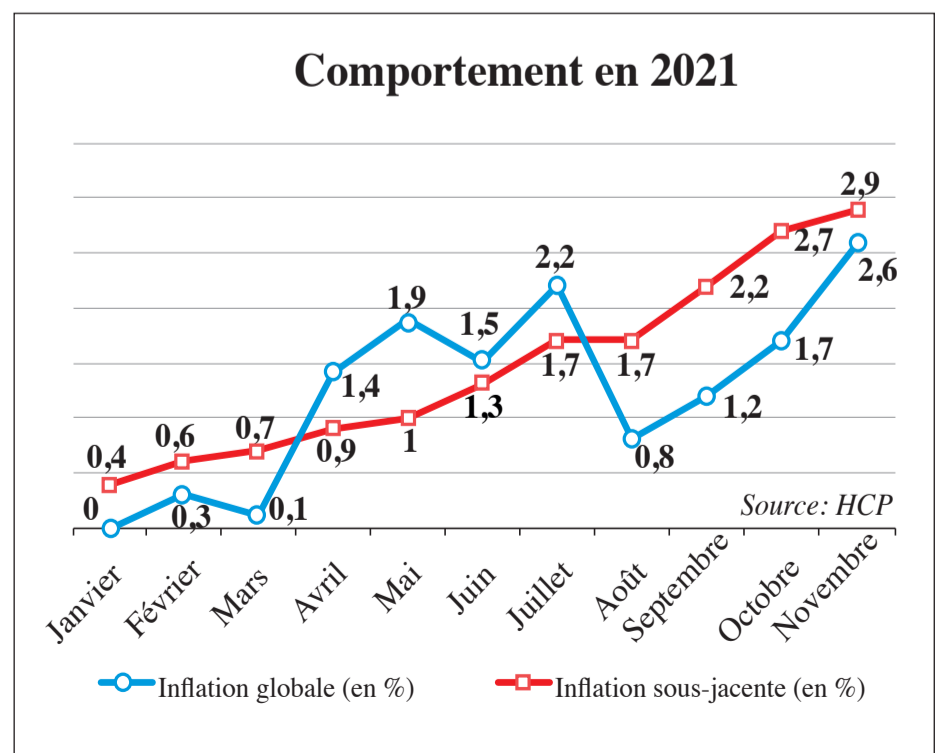
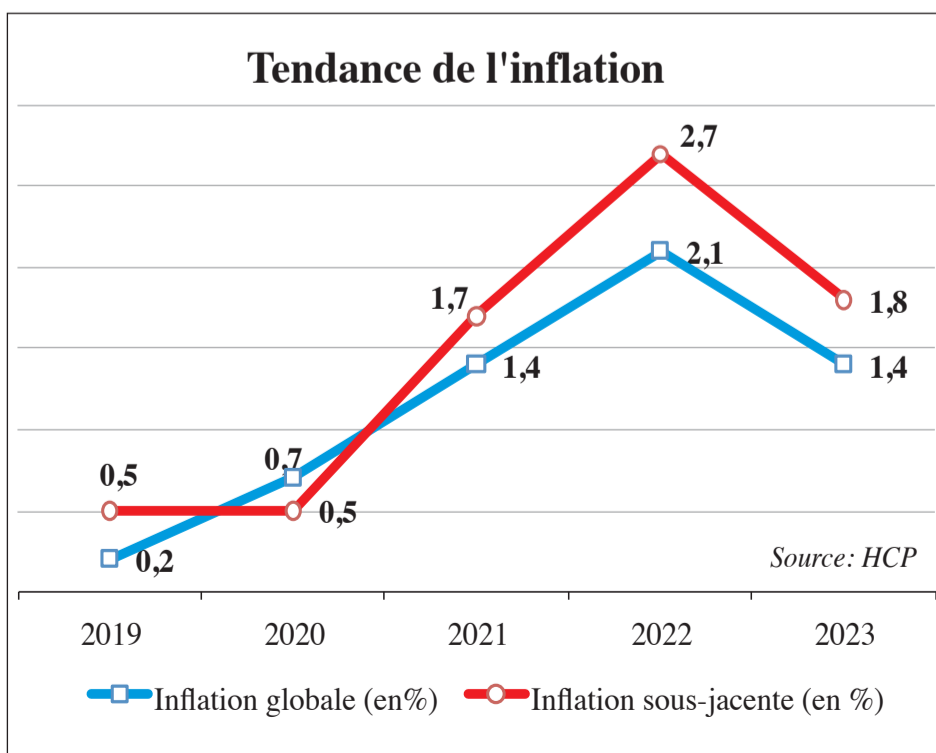
■ Une année 2022 sous le signe de l'inflation

CES dernières années, les principales banques centrales ont essayé de stimuler l'inflation sans grand succès. Aujourd'hui, les plans de relance déployés un peu partout pour sauvegarder les économies et ont permis de retrouver le chemin de la croissance et ont aussi ravivé l'inflation au point où, certains banquiers centraux seront, si la situation perdure, dans l'obligation de l'abaisser. C'est dire que l'inflation restera un sujet d'inquiétude majeur en 2022. Elle ressortirait à 2,1% en 2022 selon les prévisions de Bank Al-Maghrib contre 1,2% en moyenne au cours de la décennie pré-covid (avec un pic à 1,9% et un plancher à 0,2%). L'inflation sous-jacente qui

retrace la tendance fondamentale des prix accélérerait à 2,7%, tirée par certains produits alimentaires du fait de l'envolée des cours des matières premières à l'international. L'inflation sous-jacente reviendrait à 1,8% en 2023 avec la dissipation des pressions externes.

La hausse des prix de l'énergie ralentirait à 4% en 2022 avant une baisse de 1% prévue en 2023. Mais, ces prévisions sont entourées d'incertitudes. La montée d'un risque inflationniste croissant constitue une menace pour l'économie qui demeure encore fragile. □

F. Fa





Industrie: Dommages collatéraux

• La crise sournoise des semi-conducteurs

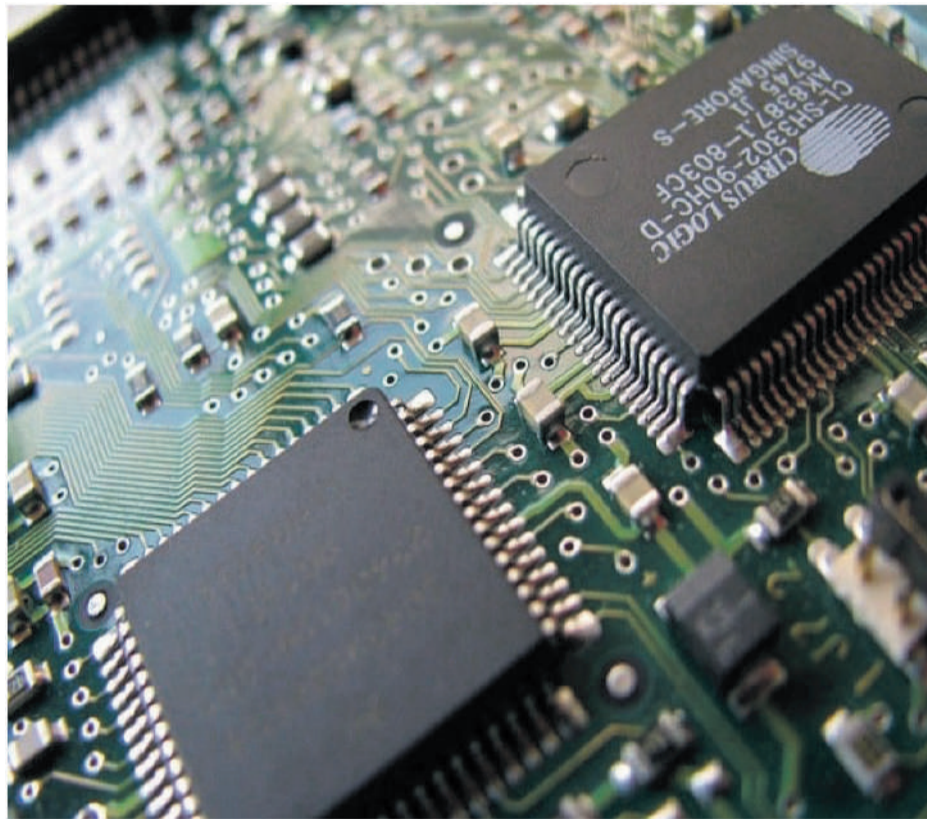
■ Un manque à gagner de 10 à 15 milliards de DH dans l'automobile

■ Tendance haussière des prix en 2022!

UNE année assez complexe et atypique marquée par la pénurie ou encore le stress-test des puces et composants électroniques. C'est du moins ce que retiennent les principales industries de 2021. Un phénomène universel qui a sérieusement impacté la productivité dans l'industrie automobile, les stocks de voitures neuves dans les concessions, l'aéronautique, les terminaux télécoms, les composants...

Outre ces secteurs stratégiques, la pénurie des composants a sérieusement impacté l'ensemble des activités liées au matériel et équipements informatiques (Smartphones, tablettes, ordinateurs, jeux et consoles, jouets...).

Résultat: Des ruptures de stock inédites dans les chaînes d'approvisionnement, un rallongement des délais de livraison (allant de 6



à 8 mois dans l'automobile), des perturbations des commandes, un manque à gagner pour les entreprises et les commerces... Rien que dans l'industrie automobile, les pertes sont considérables: «Le secteur perd l'équivalent, estimé par les constructeurs, de 10 à 15 mil-

liards de DH à l'export», a annoncé récemment le ministre de l'Industrie, Ryad Mezzour. «Nous n'avons aucune visibilité et nous n'arrivons plus à planifier. De surcroît, ces derniers mois, les prix des matières premières ont flambé et le transport est devenu trois fois plus cher... Ce

qui est encore plus inquiétant, c'est que la crise des semi-conducteurs risque de se prolonger jusqu'au 3e trimestre 2022», regrette un industriel au parc Atlantic Free Zone de Kénitra. Selon de nombreux industriels, il va falloir attendre fin 2022 pour que la production automobile mondiale retrouve son rythme normal.

Selon des industriels, en 2021 le chiffre d'affaires du premier secteur exportateur (industrie automobile) risque de chuter de 30 à 40% au Maroc. Si rien n'est entrepris immédiatement, 2022 risque d'être une année encore plus compliquée, voire compromise tant pour les équipementiers et fournisseurs de 1er et 2e rangs que pour les constructeurs. Mais ce n'est pas tout, l'exercice 2021 a également été marqué par une rareté des matières premières et une hausse des prix des hydrocarbures. Du coup, le coût du fret maritime a été multiplié par trois. Face à la conjugaison de ces multiples facteurs, pratiquement tous les produits de première nécessité ont enregistré des hausses des prix. □

A.R.

• Automobile: Beaucoup de défis pour 2022

MALGRÉ la crise Covid, le secteur de l'industrie automobile a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 72 milliards de DH. Entre 2014 et septembre 2021, l'industrie automobile, premier secteur exportateur, a permis de créer plus 180.761 emplois, avec une capacité annuelle installée de 700.000 véhicules par an.

Finalement, en dépit de la conjoncture et de la pandémie, les objectifs initiaux du PAI, soit la création de 90.000 emplois et la production annuelle installée de 700.000 véhicules ou encore une intégration locale de 60%, sont non seulement respectés mais dépassés en termes d'employabilité.

Ces performances, la filière les doit d'abord à l'implémentation des écosystèmes, mais aussi à la compétitivité de la plateforme industrielle made in Maroc qui exporte vers 74 marchés et autant de pays. Aujourd'hui, le secteur a de nombreux défis pour capitaliser sur les acquis et monter en complexité. Parmi les challenges de 2022, la décarbonation tous azimuts auprès des unités de production, la montée en valeur ajoutée, l'électrification des process et des produits ou encore la maximisation des taux d'intégration locale en profondeur jusqu'à la ma-



Ph. Bziouat

tière première, la mise en place d'un écosystème dédié aux semi-conducteurs et composants électriques... Or, cette montée en puissance reste tributaire de la montée en compétence du

capital humain. Autre défi et non des moindres, l'attractivité d'une nouvelle génération d'investissements et surtout un troisième constructeur. □

A.R.



sur fond de résilience relative

• Aéronautique: Le crash-test de la crise

L'INDUSTRIE aéronautique marocaine a déjà 20 ans! En l'espace de deux décennies, la filière dispose d'une plateforme de classe mondiale, des acteurs de référence, des donneurs d'ordre de renom, des métiers nouveaux, des chaînes de valeur consolidées... A l'instar de l'automobile, désormais l'aéronautique made in Maroc se doit de capitaliser sur les acquis, diversifier encore plus sa production en vue d'aller vers d'autres composants porteurs de plus de valeur ajoutée.

Tout le défi de la filière consiste à négocier un nouveau virage en enclenchant une mutation profonde à travers la partie noble qu'est le moteur ou encore des évolutions à caractère environnemental. «Notre ambition est de positionner le Maroc en tant qu'acteur de référence dans la propulsion verte et nous ne ménagerons aucun effort pour y parvenir », insiste le ministre de l'Industrie, Ryad Mezzour.

La filière est également appelée à développer davantage le volet R&D et l'ingénierie à travers l'attraction de nouveaux centres ou encore la mise en place de programmes avec les universités et les structures de recherche. «Il est impératif pour nous d'aller plus vite, plus intégré et plus haut en



Ph. L'Economiste

matière de recherche et de technologie. Nous devons aussi nous diversifier en faisant venir d'autres motoristes voire en se positionnant dans la défense et la sécurité. Le challenge est d'être plus international avec une communication ciblée sur des pays comme les Etats-Unis ou le Japon, plus clean avec

la réduction de l'empreinte carbone et plus inclusif. Le défi sera également d'attirer les capitaux marocains pour rendre cette industrie pérenne», a précisé Benbrahim El Andaloussi, président d'honneur du GIMAS lors d'un Club de L'Economiste. □

A.R.

• Immobilier: Comment sortir de l'impasse?

LE secteur de l'immobilier est tétanisé par la chute des transactions. Les mises en chantier restent largement au dessous de la période pré-Covid. Face à la morosité du marché, les promoteurs n'ont de choix que de fonder des espoirs sur 2022. Sauf que le contexte actuel est marqué par une rareté de la demande induite par la faible solvabilité des ménages, lesquels ne peuvent se projeter sur l'avenir et s'endetter faute de visibilité. Pas de visibilité, pas d'endettement! C'est finalement un cercle vicieux qui s'installe dans la durée. La crise Covid en est certainement pour beaucoup, mais elle a aussi permis de révéler les faiblesses structurelles d'un secteur (immobilier) dont le modèle économique a montré ses limites depuis plusieurs années déjà.

En attendant des jours meilleurs, les opérateurs parient sur la réactivation du programme des logements sociaux, qui a pris fin en 2020 et qui n'a pas été reconduit. «Une forte croissance urbaine rajoutée aux difficultés de logement, d'emploi ou de transport qu'elle engendre, pourrait handicaper



Ph. L'Economiste

le développement si des mesures adéquates ne sont pas prises dès à présent pour juguler les répercussions néfastes d'une urbanisation galopante», prévient le HCP. Les professionnels souhaitent également la révision des textes de lois devenues caduques, les documents d'urbanisme, la loi VEFA, la défiscalisation, la baisse de la TVA sur certains intrants.. Sur un tout

autre registre, la grande particularité du Maroc est que malgré la crise et la chute des transactions, les prix des biens immobiliers neufs restent majoritairement inchangés...

Or, la logique voudrait qu'il y ait des corrections à la baisse des prix au mètre carré sur l'ensemble des villes. Sauf que ce n'est pas encore le cas... Pour les professionnels de l'immobi-

lier, la cherté des prix des biens trouve son origine dans le coût du foncier et de la fiscalité. S'y ajoutent les marges bénéficiaires des promoteurs. Plus encore, le coût du foncier reste l'une des principales causes du maintien des prix. Selon la FNPI, le foncier représenterait entre 30 et 40% du prix d'un bien moyen ou haut standing. □

A.R.



Enseignement

L'interminable chantier de la réforme

■ Le spectre d'un nouveau basculement vers le distanciel

Pour certains observateurs, le Covid sera encore le plus gros challenge à gérer par les écoles et universités en 2022. «La situation va sans doute empirer dans les prochaines semaines. Ce sera difficile, même si nous avons déjà vécu cela», confie Yahia Boughaleb, président de l'université d'El Jadida. Même s'il a permis de garantir la continuité des cours, le e-learning, pas vraiment apprécié par les étudiants, faiblement maîtrisé par les profs, s'avère peu efficace. Ceci est également valable pour le primaire-secondaire. Le manque d'équipement des apprenants est également problématique. Selon l'Education nationale, plus du tiers des élèves sont exclus des cours en ligne faute d'outils technologiques. □



Ph. Bziouat

■ Temps durs pour le secteur privé

Les deux dernières années ont été bien rudes pour les écoles privées. En raison de la crise Covid, des milliers de parents ont dû s'orienter vers le public. En 2020-2021, plus de 140.000 élèves ont quitté leurs écoles primaires-secondaires privées pour rejoindre des établissements publics. Avec les prévisions d'une nouvelle vague de contaminations encore plus importante, les opérateurs s'attendent au pire. La Fédération de l'enseignement privé (CGEM) réclame un cadre législatif «approprié» pour venir en aide au secteur.



«Entre autres mesures, il faudrait ouvrir la voie au dégrèvement des frais de scolarité de l'IR, et une politique foncière permettant aux écoles de mobiliser des infrastructures dignes de ce nom», relève Kamal Daissaoui. Le président de la Fédération insiste, en outre, sur la nécessité d'instaurer des normes bien définies favorisant les partenariats public-privé, et d'accélérer la concrétisation des dispositions de la loi-cadre sur l'enseignement.

Du côté du supérieur privé, les opérateurs insistent surtout sur l'allègement des cahiers des charges imposés, que ce soit pour la reconnaissance de l'Etat ou l'ouverture de nouveaux établissements. □

■ Enseignants, directeurs... Les vrais piliers du changement

LA qualité du capital humain du système d'enseignement est sans doute le principal défi à remporter, avec des mesures urgentes à prendre dès 2022. Jusqu'à présent, les recrutements restent en dessous des besoins (15.000 pour l'Education nationale). Le système de sélection, pour sa part, reste peu efficace, malgré le relifing des critères imposé en novembre dernier, dont on retiendra notamment la limitation de l'âge des candidatures à 30 ans, et les vagues de protestations que cela a soulevé. Le dispositif de for-

mation, aussi, reste peu performant, que ce soit pour le préscolaire, le primaire ou le secondaire. L'accent



Ph. Bziouat

■ Bachelor: Encore du temps et de l'argent perdus!

Le désaveu du bachelor par le Conseil supérieur de l'éducation est l'un des événements les plus retentissants dans le secteur de l'enseignement supérieur en 2021. L'avis du Conseil sur le bachelor, médiatisé en décembre, est catégorique. L'instance présidée par Omar Azziman pointe du doigt un projet aux contours peu clairs, une absence d'arguments scientifiques et pédagogiques, un manque de moyens et le rajout injustifié d'une année universitaire. Le Conseil a produit son rapport suite à une demande du chef du gouvernement en septembre. Cependant, ni le gouvernement, ni le Conseil n'ont eu la sagacité de procéder à ce travail d'analyse du projet de réforme cher à son initiateur, l'ancien ministre Saaïd Amzazi, avant le lancement de la phase pilote cette année.



Omar Azziman, président du Conseil supérieur de l'éducation (Ph. Bziouat)

Le projet était pourtant dans les starting-blocks depuis près de trois ans. Sans la crise Covid, qui a retardé le chantier de près d'un an et demi, le bachelor aurait déjà été généralisé. Pour Amzazi, très pragmatique, le manque de moyens est structurel, et il faut faire avec. Mieux vaut donc tenter une réforme à perfectionner au fur et à mesure, que de rester les bras croisés, en attendant plus de moyens. Au final, le bachelor ne passera sans doute pas sa phase de test, sachant que les universités ont payé des abonnements dans des plateformes d'apprentissage de langues, recruté du personnel, procédé à des réaménagements, ouvert des filières, inscrit des étudiants... Le ministère semble s'orienter vers le maintien de la licence, avec toutefois une amélioration des contenus. □

■ Supérieur: Loi, statut des profs et révision de la licence en priorité

Le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui, a promis de livrer sa feuille de route en janvier 2022. La réforme pédagogique, liée à la révision du cycle licence, devrait être au cœur de sa vision. Deux autres chantiers figurent également en tête des préoccupations de Miraoui: Le projet de loi régissant le secteur, pour remplacer le texte de 2000 (01-00), et le projet de statut des enseignants-chercheurs, censé actualiser celui de 1997. Son prédécesseur, Saaïd Amzazi, avait déjà réussi à gagner l'adhésion des syndicats, après de nombreux rounds de négociation. Miraoui devra donc activer la concrétisation des deux textes, très attendus. Dernier gros dossier, celui de la recherche scientifique, que le nouveau ministre souhaite hisser aux standards internationaux. □



devrait, également, être mis sur les directeurs des écoles. «Ce sont la clé de la réforme. Un directeur peut tirer un établissement vers le haut, malgré la faiblesse des moyens, comme il peut le précipiter vers le bas. Tout est question de la qualité de son management», sou-

ligne la directrice d'une école primaire à Casablanca. Un parcours de formation lancé par l'ancien ministre, Rachid Benmokhtar en 2015, devait garantir l'émergence d'une nouvelle génération de directeurs managers. Plusieurs promotions plus tard, la situation des lauréats n'est toujours pas régularisée, ce qui en a démotivé la majorité. □

A. Na.



Assurance maladie

La couverture médicale dès le 1er janvier

■ Elle cible les commerçants, les professionnels et les artisans assujettis à la CPU

■ Les premiers remboursements des frais médicaux à partir du mois prochain

■ D'autres catégories de bénéficiaires suivront à compter de février

À partir du 1er janvier 2022, la couverture médicale pour certaines catégories de travailleurs non salariés devient une réalité.

D'autres suivront au fur et à mesure à partir du mois de février prochain. Pour avoir commencé à verser leurs cotisations depuis le 1er décembre 2021, elles pourront dès le mois de janvier commencer à déposer leurs dossiers pour bénéficier d'un remboursement de leurs dépenses médicales et de celles de leur famille. En fait, une grosse partie de cette population avait commencé à cotiser à l'AMO via la CPU depuis janvier 2021. Selon des informations obtenues auprès des organisations syndicales représentant les commerçants, 272.000 personnes auraient déjà procédé à leur immatriculation et au paiement des cotisations. Celles-ci ne sont pas perdues puisqu'elles devraient être soit remboursées, soit créditées au titre des mois suivants.

Les modalités restent encore à définir entre les parties concernées. Une centaine de milliers d'autres personnes devraient encore s'inscrire sur les registres de la CNSS pour cotiser et bénéficier de l'AMO.

La généralisation de la couverture sociale est la concrétisation d'un projet sociétal lancé par le Souverain il y a quelques mois et sur lequel le gouvernement s'est engagé avec un échéancier précis. Un calendrier qui devrait être achevé en 2025, avec le versement des allocations familiales et la cotisation au titre d'une pension de retraite.

Le tarif de la couverture sociale (En DH)		
Tranches des droits annuels	Montant trimestriel des droits complémentaires	Montant annuel des droits complémentaires
Moins de 500	300	1.200
De 500 à 1.000	390	1.560
De 1.001 à 2.500	570	2.280
De 2.501 à 5.000	720	2.880
De 5.001 à 10.000	1.050	4.200
De 10.001 à 25.000	1.500	6.000
De 25.001 à 50.000	2.250	9.000
Supérieur à 50.000	3.600	14.400

Source: Code général des impôts
Les frais de la couverture sociale pour les contribuables à petit revenu démarrent à 300 DH par trimestre, soit 100 DH par mois

La première catégorie de personnes concernées est donc composée des commerçants, des professionnels et des artisans assujettis à la contribution professionnelle unique (CPU), instaurée par la loi de finances 2021.

Dans un deuxième temps, la couverture médicale ciblera les commerçants et les artisans tenant une comptabilité, qui commenceront à verser leurs cotisations à partir du mois de janvier pour commencer à bénéficier des prestations de la couverture médicale dès le mois suivant, pour eux-mêmes, leurs enfants et leur conjoint. Soit une population d'environ 458.000 personnes d'ici fin mars prochain. □

Hassan EL ARIF



Les travailleurs non salariés affiliés à la CNSS bénéficieront du même panier de soins que les salariés (Ph. L'Economiste)

22 millions de bénéficiaires à l'horizon 2025

À la fin, ce sont 22 millions de personnes qui devraient bénéficier d'une couverture sociale complète d'ici fin 2025. Couverture sociale qui porte également sur la généralisation entre 2023 et 2024 du versement des allocations familiales au profit de 7 millions d'enfants scolarisés. Ce chantier nécessitera une enveloppe budgétaire annuelle de l'ordre de 51 milliards de DH, dont 14 milliards de DH sont destinés à l'AMO et 20 milliards de DH aux allocations familiales. Le reste, soit

Les autres catégories de bénéficiaires		
Exigibilité des cotisations: 01/01/2022		Bénéfice de l'AMO: 01/02/2022
Notaires	Sages-femmes	Psychomotriciens
Médecins généralistes	Kinésithérapeutes	Psychologues
Médecins spécialistes	Opticiens	Prothésistes dentaires
Dentistes	Audioprothésistes	Orthophonistes
Pharmaciens d'officine	Orthoptistes	Architectes
Pharmaciens biologistes	Diététiciens & nutritionnistes	Podologue

Source: CNSS

16 milliards de DH, servira à étendre le régime de retraite. L'indemnité pour perte d'emploi sera financée à hauteur de 1 milliard de DH. □



Les chantiers de la relance

Casablanca: Nouvelle ère post-PJD

UN changement de cap politique majeur pour Casablanca. Le scrutin du 8 septembre a donné lieu à une recomposition du paysage politique de la métropole avec une nouvelle coalition. Le RNI est arrivé en tête des élections communales et régionales.

Ces élections ont également permis de s'inscrire de manière générale, dans une dynamique positive à la faveur de la participation remarquable des femmes, marquant ainsi un saut qualitatif en matière de gestion de la chose locale.

Nabila Rmili (RNI) est devenue la 1^{re} femme maire de la métropole grâce à une alliance tripartite RNI-PI-PAM. Ce scrutin a donc donné lieu à l'émergence de nouvelles élites qui héritent de dossiers chauds avec pour défi d'accélérer la cadence de mise en œuvre des projets et chantiers en cours, rattraper le retard pris dans la réalisation de certains projets et dépoussiérer ceux qui croupissaient sans progrès visible, outre les défis liés à la pandémie de Covid-19 et ses répercussions socioéconomiques. La gestion de la propreté, l'habitat menaçant ruine, la congestion de la circulation, le transport public... figurent parmi les gros défis

qui attendent la nouvelle mairesse. Le budget 2022 adopté en novembre dernier par le conseil communal est essentiellement dédié à la circulation, le transport et la santé.

Grande métropole tentaculaire où le déplacement d'un bout à l'autre peut prendre des allures d'une mission impossible, Casablanca est en passe de se doter de moyens de transport en commun à même de faciliter la tâche aux usagers.

Il s'agit notamment des 2 futures lignes de tram, dont les travaux d'infrastructure ont avancé à un taux de 25%, alors que 82% des 26 km programmés sont en travaux actuellement. La 2^e phase en cours concerne la réalisation de la plateforme voie ferrée (terrassément, réseaux sous plateforme, fondation, pose de voie, revêtement, pose de poteaux de lignes électriques et stations voyageurs et carrefours), alors que la 3^e phase de travaux est en cours de démarrage sur certains tronçons, tels ceux du boulevard Mohammed VI et une partie du bd 10 Mars.

La prochaine phase de travaux sera celle de la mise en place des équipements et systèmes, avant d'entamer la phase de tests des équipements, puis la marche à blanc dans les conditions réelles de circulation. Sur la trajectoire tram/BHNS, Casablanca est enrichie par la rénovation de plusieurs ponts et la réalisation d'un nouveau pont Bow string tous destinés à accueillir la plateforme du tramway. Le boulevard Mohammed VI accueillera, dès 2022, un pont majeur long de 620m et large de 16,1m, qui garantira 2x2 voies de circulation. Cet ouvrage, dont les travaux prendront fin en octobre 2022, est à même d'alléger le trafic dans la future zone pôle d'échange qui regroupera la ligne T3 du tram, Bw1 du busway, arrêts casabus et les grands taxis. □

Aziza EL AFFAS



Nabila Rmili (RNI) est devenue la 1^{re} femme maire de la métropole grâce à une alliance tripartite RNI-PI-PAM. Une nouvelle élite hérite donc de dossiers chauds avec pour défi d'accélérer la cadence de mise en œuvre des projets et chantiers en cours (Ph. L'Economiste)

Marrakech

■ Le tourisme plongera encore plus



(Ph. L'Economiste)

2022 ne sera probablement pas une belle année touristique pour Marrakech. Le secteur démarre l'année avec une fermeture des frontières qui risque de durer encore en fonction de l'évolution de la situation sanitaire au Maroc et dans les pays émetteurs. Le variant Omicron a gâché les débuts de l'année 2022 et donc pas de grandes perspectives pour Marrakech, destination d'hiver plutôt que d'été. Pire même, 2022 risque d'être l'année des dépôts de bilan pour plusieurs entreprises touristiques. Côté aérien, la situation n'est pas meilleure. Sans reprise de tourisme international et réouverture des frontières, avec une programmation établie du retour des compagnies aériennes, très difficile de faire des projections, indique un opérateur de Marrakech.

■ 2022, une année industrielle



(Ph. L'Economiste)

Un parc industriel à Sidi Bouatmane, un autre à Harbil (Tamansourt ainsi qu'une zone logistique. Ce sont les perspectives foncières prévues pour faire décoller l'industrie à Marrakech. Les autorités locales ont identifié plusieurs sites pour pallier le déficit de foncier. 2022 devrait être une année de l'industrie avec plusieurs projets prévus selon le Centre régional d'investissement de Marrakech/Safi qui a validé près de 26 projets avec à la clé 11.330 emplois. Ainsi, parmi les projets, deux unités de traitement des fruits et légumes, une usine de biscuit chocolaterie et de confiserie, une unité d'huile et de margarine, une usine de fabrication de produits laitiers... ces projets devraient drainer un investissement de près de 1,8 milliard de DH. □

s'activent aussi dans les Régions

Fès-Meknès

■ Théâtre, musée, palais des congrès... pour Fès

2022 sera l'année de Fès. La ville connaîtra le lancement de plusieurs chantiers structurants. Lesquels feront de Fès et de sa région, l'une des plus belles destinations du Royaume. Parmi les projets annoncés figurent un grand théâtre, un musée des arts vivants, un institut des beaux arts et un palais des congrès. Ces projets nécessiteront un financement global de l'ordre de 366 millions de DH. Pour ce faire, plusieurs partenaires (ministères de l'Intérieur, Habitat, Culture... et collectivités locales régionale, communale et préfectorale) ont accordé leurs violons pour assurer les financements nécessaires. Il est également préconisé l'achèvement des travaux de restauration de l'ancien palais des congrès situé sur l'avenue Allal Benabdallah et le lancement de la construction d'un nouveau palais des congrès. Ce dernier permettra à la destination de se positionner sur le tourisme d'affaires.



(Ph. Y.S.A.)

■ Trémies, espaces verts, CMC... aussi

Plus de 600 millions de DH seront consacrés à l'aménagement de voiries, éclairage public et espaces verts. «Ces projets pilotés par la wilaya devraient rehausser l'image d'une destination qui veut aussi des trémies à l'instar de Rabat, Casablanca et Tanger», souhaitent les opérateurs. Pour eux, «il faut également renforcer la compétitivité de la région...». «Pas de craintes», rétorque un haut responsable de la région, rappelant à juste titre le lancement de la zone industrielle (ZI) d'Aïn Cheggag, la ZI de l'ex-Cotef, et la Cité des métiers et des compétences (CMC). «Nous avons préparé les partenariats, les projets et les budgets y afférents. Bientôt, de gros projets culturels, touristiques, logistiques et autres verront le jour», rassure-t-il. Et de conclure : «Nous sommes dans une phase de relance économique. Nous en profiterons pour faire de Fès et de sa région, l'une des plus belles destinations du Royaume». □



(Ph. Y.S.A.)

Oriental

■ De gros moyens pour protéger les ressources hydriques

L'Agence du bassin hydraulique de la Moulouya (ABHM) débloquera 102 millions de DH en 2022 pour assurer une protection optimale des ressources hydriques de l'Oriental. Une région confrontée à des difficultés d'approvisionnement en eau renouvelée et à une demande de plus en plus croissante. La rareté des précipitations nécessite de nouveaux mécanismes pour les préserver et mieux les gérer. Ainsi, le budget d'investissement alloué pour la nouvelle année sera dédié à l'entretien des infrastructures hydrauliques, l'évaluation des ressources en eau, leur préservation, la protection contre les inondations, la planification et la gestion des ressources existantes.

Pour y parvenir l'ABHM opérera selon un plan d'action qui se focalisera sur l'évaluation des ressources via la prospection des eaux souterraines, ainsi que l'acquisition d'équipements de mesures atmosphériques et hydrologiques. Elle réalisera aussi des études liées à l'économie de l'eau et à la lutte contre sa pollution et dégradation.

D'autres projets sont prévus pour la protection contre les inondations ou pour parer à toute éventualité de débordement des cours d'eau, ainsi que le renouvellement et entretien des installations existantes avec acquisition d'équipements et de programmes informatiques et audiovisuels (60 % du budget de cette année leur seront consacrés).

■ La première année du SRAT

Le Schéma régional d'aménagement du territoire de l'Oriental (SRAT/O), adopté en juillet 2021 par le Conseil de la région de l'Oriental (CRO) sera mis en exécution dès 2022. Et cela dès que le CRO aura validé son Plan de développement régional (PDR) considéré comme l'outil de mise en d'application du SRAT. Ces nouveaux documents de développement et nouvelle approche de croissance économique spécifieront les moyens matériels et humains indispensables à l'essor économique et social de l'Oriental tout en faisant de cette région un pôle de croissance par excellence à l'horizon 2045. Ce document prévoit la réalisation de 208 projets (tous les secteurs d'activités économiques sont concernés) via 126 mesures nécessitant 106 milliards de DH. Dans le détail le SRAT s'articule autour de sept domaines (économie, gouvernance, démographie et développement humain, villes et campagnes, infrastructures, ressources et durabilité, ouverture et rayonnement), 25 choix stratégiques et une soixantaine d'axes prioritaires. In fine, faire de l'Oriental, une région inclusive, attractive, valorisant son capital humain, agréable à vivre pour sa population et pour sa diaspora.

Tanger

■ Tourisme: Le grand flou



(Ph. A.A.)

Pour Tanger, ville traditionnellement balnéaire, le tourisme d'affaires avait réussi à allonger la saison. La pandémie de covid et la fermeture des frontières ont replongé le secteur en entier dans l'une des crises les plus aiguës dans l'histoire de la région. Pour les opérateurs, le bout du tunnel n'est pas encore à l'ordre du jour, les vagues successives de variants n'ont pas permis aux acteurs du secteur de reprendre leur souffle.

Le tourisme national, l'un des points forts de la destination Tanger n'est pas lui aussi au mieux de sa forme. Les déplacements des nationaux sont traditionnellement liés aux vacances scolaires et la fin de l'année, sur laquelle les opérateurs tablent pour faire recette avant de boucler leurs exercices n'est pas gagnée d'avance.

■ Le maritime attend des jours meilleurs

Le transport maritime a réussi à se maintenir à flot malgré les tempêtes provoquées par la pandémie mondiale. Mais il n'est pas à l'abri des soubresauts qui parcourent les lignes maritimes comme la récente crise des conteneurs et l'augmentation du coût du fret. Ceci n'empêche pas les opérateurs de miser sur l'avenir du secteur. C'est le cas d'APM Terminals qui vient d'annoncer son intention de lancer l'extension de son terminal à Tanger Med II avec un investissement de 400 millions de dollars US. Par contre, le transport de passagers continue sa longue traversée du désert en attendant la réouverture des frontières et une très attendue normalisation des relations avec l'Espagne. □



Croissance: Après le choc,



De la Chine aux Etats-Unis, de l'Europe à l'Afrique, la pandémie a impacté toutes les économies mondiales au printemps 2020. Deux ans plus tard, la sortie de crise est plus dispersée. En Europe, en cette fin d'année 2021, la 5e vague a forcé une fois encore de nombreux Etats à jongler entre nouvelles libertés et restrictions. Aussi, l'inégalité d'accès aux vaccins reste un défi (Ph. AFP)

■ Une reprise par endroits, accompagnée de l'inflation

■ Les perspectives dépendront de la trajectoire de la pandémie, notent les économistes

■ Les dispositifs de relance, principale priorité

At moins que de nouveaux variants du virus, plus dangereux, fassent leur apparition, l'influence exercée par la pandémie sur l'économie mondiale

devrait progressivement diminuer au cours des années à venir. C'est ce que prévoit l'OCDE dans ses perspectives économiques du mois de décembre 2021. Cela aurait pour conséquence importante une atténuation de certaines des perturbations des approvisionnements et favoriserait également

la normalisation de la structure de la demande entre les biens et les services. Un autre facteur essentiel à l'origine du fort rebond initial de l'activité et qui entretient encore la dynamique de la reprise réside dans l'orientation accommodante des politiques budgétaires et monétaires ainsi que des conditions

Principaux risques

• L'inflation pourrait continuer à surprendre par sa vigueur

De l'avis des analystes de Goldman Sachs, «la plus grande surprise de 2021 a été la poussée d'inflation». D'importantes augmentations de prix dans les matières premières, notamment le sursaut récent des coûts de l'énergie, les ruptures d'approvisionnement et les coûts plus élevés du transport sont autant de facteurs ayant poussé les prix vers le haut partout dans le monde. Les économistes de l'OCDE estiment que dans les grandes économies, le renchérissement du transport maritime et des matières premières ajoutera plus de 1,5 point de pourcentage à

la hausse des prix à la consommation au deuxième semestre de 2021, soit trois quarts environ du rebond de l'inflation depuis le quatrième trimestre de 2020. L'impact de ces augmentations de prix des intrants sur la hausse des prix à la consommation devrait s'estomper graduellement en 2022-2023. Les principales perturbations se dénouant au fur et à mesure du développement de capacités et de l'essoufflement dans le rebond de croissance de la demande des consommateurs. Les tensions plus globales sur les coûts, notamment sur les marchés du travail, devraient rester modérées, mais gagner lentement en intensité au fur et à mesure de la reprise.

• Des aides pour contenir les faillites

Les aides importantes des pouvoirs publics apportées à nombre d'entreprises depuis le début de la pandémie, des conditions de crédit favorables et la reprise mondiale permettent encore de contenir les faillites d'entreprises. En Europe, leur nombre est bien inférieur aux niveaux habituels, notamment en France et en Allemagne, et un tableau comparable apparaît dans d'autres économies avancées. Aux Etats-Unis, le ralentissement des faillites d'entreprises observé en 2020 s'est poursuivi jusqu'en 2021, portant leur nombre à un niveau proche de son plancher au cours de

la dernière décennie. Même dans les secteurs assez durement touchés comme l'énergie, les services aux consommateurs, le transport ou l'immobilier, les répercussions de la crise sont limitées pour l'instant, avec un nombre de faillites approchant les niveaux d'avant la pandémie. Les grandes banques aux Etats-Unis et en Europe ont également affiché des bénéfices record au premier semestre de cette année, qui résultent en partie d'une réduction des provisions pour pertes sur prêts. Dans l'ensemble, la vague de faillites tant redoutée au début de la crise liée au Covid-19 ne s'est pas encore concrétisée. □

probable grand retour...

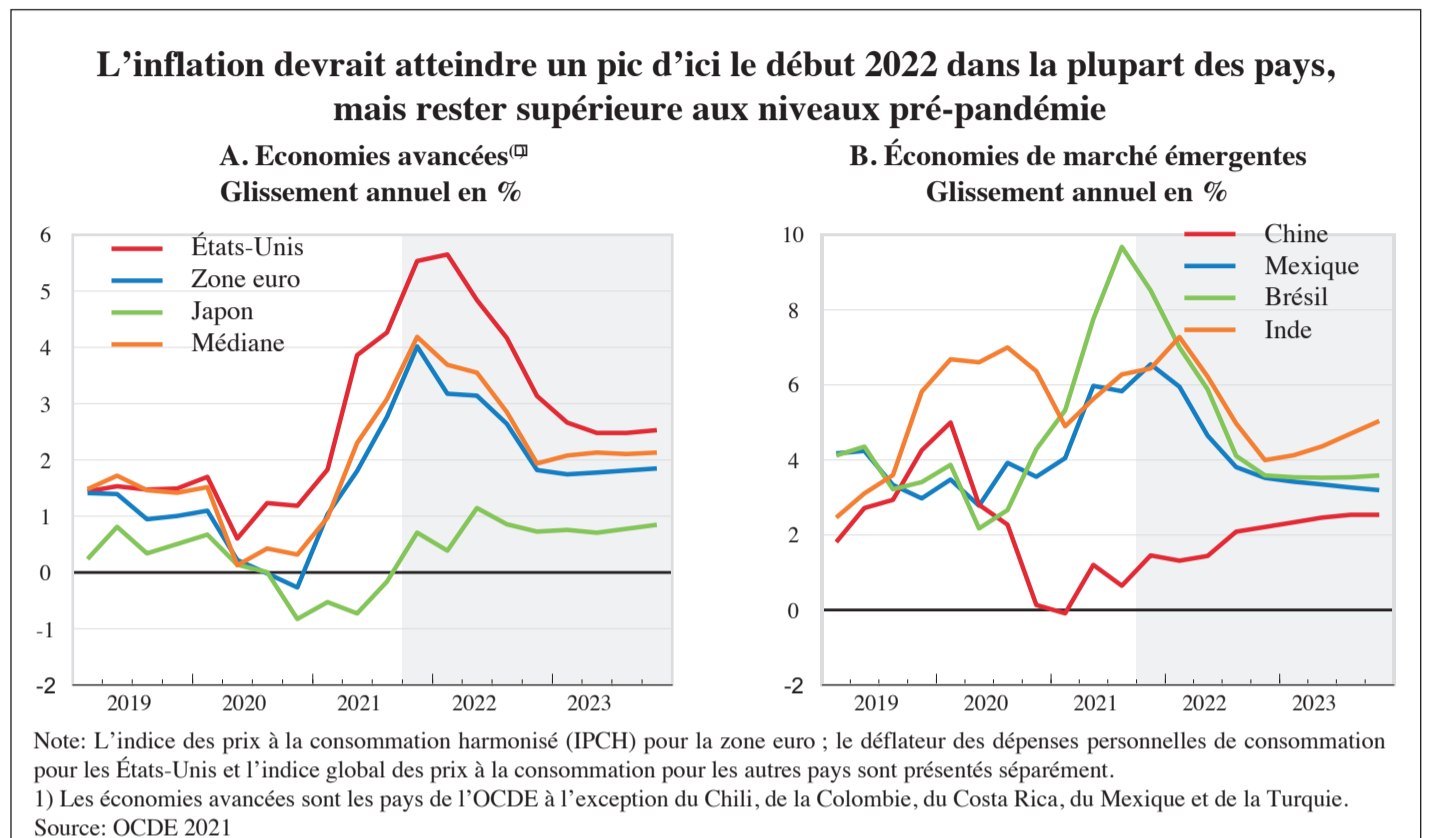
financières porteuses. Globalement, les politiques monétaires devraient continuer de soutenir l'économie mais devenir progressivement moins expansionnistes. Quelques perspectives:

• Les échanges

Après avoir vivement rebondi au premier semestre 2021, le volume des échanges mondiaux de biens et de services devrait atteindre son niveau d'avant la pandémie, fin 2021. Globalement, il devrait être supérieur de 9,3% en 2021 à son niveau de 2020. Ce rythme de progression devrait diminuer en 2022 et 2023, où le volume des échanges devrait augmenter respectivement de 4,9% et 4,5%, compte tenu de la modération de l'activité mondiale. De nombreuses perturbations devraient disparaître peu à peu d'ici la fin de l'année prochaine, à mesure que de nouvelles capacités commenceront à être déployées, les commandes en attente seront absorbées et la demande se rééquilibrera vers les biens non durables et les services. De nouvelles restrictions à la mobilité et des fermetures portuaires pourraient faire obstacle au commerce mondial. Aussi des perturbations des approvisionnements exerceraient des tensions sur certains prix.

• Tourisme et voyages d'affaires

Bien que de nombreux pays rouvrent progressivement leurs fron-



tières et allègent les restrictions de déplacement, une forte incertitude et une confiance dégradée pourraient continuer à peser sur le tourisme et les voyages d'affaires pendant un certain temps, ralentissant le redressement des échanges de services. Les économies de marché émergentes et en développement, où les taux de vaccination restent bas, pourraient pâtir de la faiblesse de leurs recettes touristiques au moins jusqu'en 2023. En revanche, les échanges de services sont déjà en

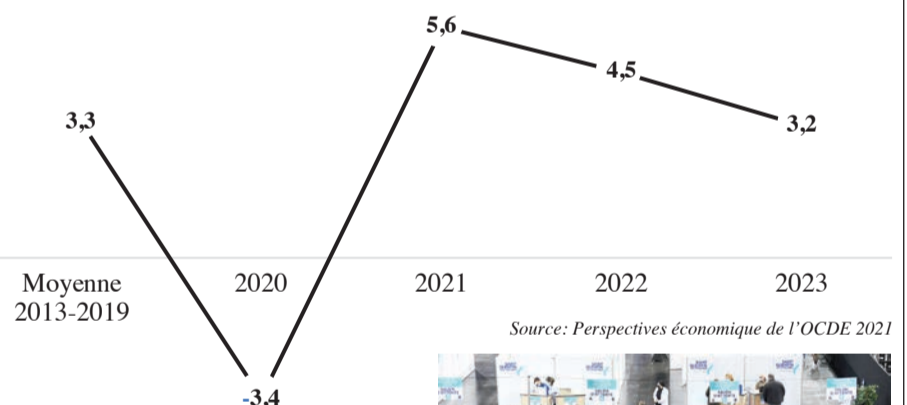
Le geste du FMI

LE Fonds monétaire international (FMI) a décidé de maintenir pendant 18 mois supplémentaires un accès plus souple à ses fonds d'urgence. Le but est d'aider les pays face aux difficultés liées à la crise sanitaire. Le conseil d'administration du Fonds a approuvé la prolongation jusqu'à fin juin 2023 «des hausses temporaires des limites d'accès cumulées au titre de ses instruments de financement d'urgence».

En avril 2020, alors que la planète faisait face à la première vague de Covid-19, l'institution avait assoupli l'accès à ces aides, relevant notamment les montants que les pays pouvaient obtenir. La mesure avait déjà été prolongée à deux reprises, en septembre 2020 puis en mars 2021. Le conseil d'admini-

nistration a en revanche permis «à toutes les autres limites d'accès qui avaient été temporairement augmentées de revenir à leurs niveaux d'avant la pandémie à partir du 1er janvier 2022, comme prévu». «Cette décision reflète le passage progressif attendu et en cours, d'un financement d'urgence (...) lié à une pandémie», vers des prêts réguliers, a détaillé le FMI dans son communiqué. L'institution financière a cependant assuré que «la décision garantit l'accès continu des pays membres au financement d'urgence du Fonds, en cas de besoins urgents de la balance des paiements pour les pays qui ne peuvent se financer autrement». Ces aides peuvent être décaissées très rapidement, pour aider les pays membres à mettre en œuvre des politiques pour faire face aux urgences.

La reprise mondiale se poursuit mais reste déséquilibrée (en %)



Les économistes de l'OCDE prévoient une poursuite de la reprise mondiale, avec un monde mieux armé face à la pandémie et des politiques monétaire et budgétaire généralement en soutien tout au long de l'année 2022. Après un rebond de 5,6% en 2021, la croissance mondiale devrait progresser au rythme soutenu de 4,5% en 2022, avant de ralentir pour s'établir à 3,2% en 2023. Pour l'heure, le FMI anticipe tout de même 4,9% de croissance mondiale l'an prochain (Ph. AFP)



train de rebondir dans certaines économies avancées.

• Taux d'emploi, chômage...

La situation des marchés du travail devrait se normaliser progressivement au cours des deux prochaines années. Une croissance économique supérieure à son niveau tendanciel dans la plupart des pays de l'OCDE favorisera la poursuite du redressement des taux d'emploi, qui devraient avoir globalement retrouvé leur niveau d'avant la pandémie d'ici à la fin 2022. La persistance d'une croissance vigou-

reuse de l'emploi entretiendra le mouvement de baisse progressive des taux de chômage qui est en cours depuis plus d'un an. La fin progressive de la pandémie dans les pays de l'OCDE et la réouverture des frontières internationales devraient également atténuer les pénuries de main-d'œuvre sectorielles, de sorte que les fortes tensions à la hausse qui s'exercent actuellement sur les salaires dans certains métiers et branches d'activité devraient diminuer. □

Fatim-Zahra TOHRY

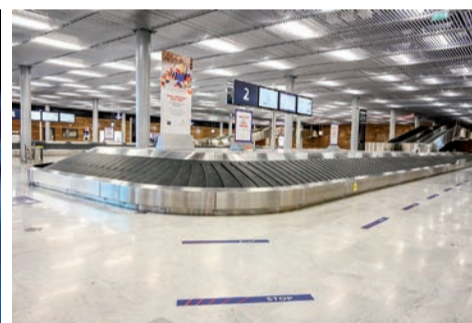
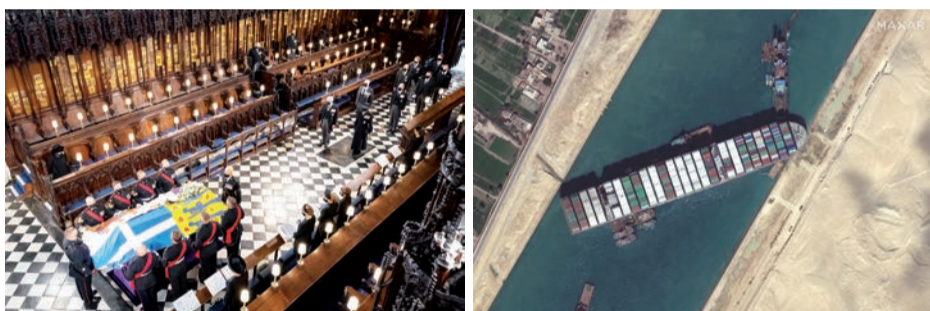




L'année 2021 en images

(Ph. AFP)

Pandémie, catastrophes climatiques, flambée du prix du gaz, retrait de l'armée américaine d'Afghanistan, jeux olympiques, mort du prince Philip et de Jean-Paul Belmondo... autant d'événements phares pour l'année 2021. Le porte-conteneurs Ever Given s'échoue le 23 mars en travers du Canal de Suez, bloquant tout trafic sur cet axe maritime essentiel. Aussi, le bitcoin a franchi des plus hauts niveaux historiques à l'automne (68.513 dollars le 9 novembre). Un signe de l'engouement des investisseurs pour les cryptomonnaies, vues par certains comme un moyen de se protéger contre le grand retour de l'inflation. A cela s'ajoutent des sommets aux enchères. Le tourisme spatial était également en plein essor.



Quelques événements qui vont rythmer 2022

Elections aux Etats-Unis, Mondial de foot inédit et renaissance espérée des festivals... Voici quelques uns des événements attendus en 2022.

■ L'élite mondiale des sports d'hiver a rendez-vous aux **Jeux olympiques de Pékin**, du 4 au 20 février, pour lesquels la Chine a mis en place des mesures drastiques. Tous les participants devront être vaccinés ou observer une quarantaine de 21 jours, puis intégreront une «bulle sanitaire» pendant toute la durée des Jeux. Seules les personnes vivant en Chine ont pu ou pourront acheter des billets.

■ **Le carnaval de Rio de Janeiro** prépare son grand retour, du 25 février au 1er mars, après deux ans d'attente en raison de la pandémie. Le maire de la ville Eduardo Paes a assuré qu'il n'imposerait aucune règle de distanciation physique, ni le port du masque, grâce à la progression de la vaccination dans le pays, 60% des Brésiliens ayant déjà reçu deux doses. Les autorités conditionnent toutefois la tenue du carnaval, qui attire chaque année deux millions de touristes, à la situation épidémiologique.

■ **Glastonbury**, le légendaire festival de musiques britannique, est programmé du 22 au 26 juin, pour la première fois depuis 2019. Covid avait gâché les célébrations de ce qui aurait dû être son 50e anniversaire en 2020. L'édition 2021, pour laquelle 135.000 billets avaient été vendus,

a elle aussi dû être annulée. Une seule tête d'affiche a pour le moment été dévoilée, l'Américaine Billie Eilish qui deviendra, à 20 ans, la plus jeune artiste à en clôturer une soirée.

■ Souvent qualifié de dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao, **Xi Jinping** devrait être reconduit à l'automne pour un troisième mandat à la tête du parti -- et donc du pays -- lors du XXe Congrès du Parti communiste chinois. Depuis son arrivée à la tête du pays, le leader de 68 ans a centralisé le pouvoir entre ses mains, en faisant notamment modifier la constitution pour pouvoir rester en place au-delà de la limite de deux mandats.

■ Le parti républicain tentera de reprendre le contrôle des deux chambres du **Congrès américain**, lors des élections de mi-mandat du 8 novembre. A un peu moins d'un an de ces élections traditionnellement délicates pour le parti au pouvoir, les démocrates affichent une certaine fébrilité, après une défaite pour le poste de gouverneur en Virginie et une victoire plus serrée que prévue dans le New Jersey. Le tout sur fond des promesses du président Joe Biden.

■ Le Qatar accueillera, du 21 novembre au 18 décembre, **la première Coupe du monde organisée au Moyen-Orient**. La compétition sera aussi la première à se tenir à l'automne, pour éviter la chaleur de l'été au Qatar. □